



**HAL**  
open science

# L'hétérogénéité des données sur les dépenses militaires fournies par les Etats

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. L'hétérogénéité des données sur les dépenses militaires fournies par les Etats.  
[Rapport de recherche] ONU, Genève, New York. 1985. hal-03228255

**HAL Id: hal-03228255**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03228255>**

Submitted on 18 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# L'hétérogénéité des données sur les dépenses militaires fournies par les Etats

Jacques Fontanel

Introduction au Rapport sur la réduction des dépenses militaires  
Service des Affaires stratégiques et du Désarmement

ONU, Genève, New York, 1985

Résumé : La notion de dépenses militaires soulève de nombreuses controverses dont les implications politiques sont importantes, notamment dans le cadre négocié d'une réduction des financements qui leur sont nationalement dévolues. Dans ce cadre, il est nécessaire de définir et de mesurer l'ampleur des dépenses militaires des Etats, de classer les dépenses effectuées selon leur nature et leur fonction, déterminer les indicateurs les plus performants pour comparer dans le temps et dans l'espace l'effort financier engagés par les Etats pour leur sécurité nationale et enfin, dans le cadre du désarmement pour le développement, de considérer les dividendes du désarmement et l'aide au développement que les grandes puissances engageront en faveur des pays en développement.

The notion of military expenditure raises many controversies with important political implications, particularly in the negotiated framework of a reduction in the funding allocated to it nationally. In this context, it is necessary to define and measure the scale of states' military expenditure, to classify the expenditure made according to its nature and function, to determine the most effective indicators for comparing the financial effort made by states for their national security over time and space and, finally, in the context of disarmament for development, to consider the dividends of disarmament and the development aid that the major powers will commit to developing countries.

Dépenses militaires nationales, comparaisons internationales  
National military expenditures, international comparisons

La notion de dépenses militaires soulève de nombreuses controverses dont les implications politiques ne sont pas négligeables. Lorsque l'Union Soviétique suggéra en 1973 une réduction de 10% des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de Sécurité afin de favoriser le développement des pays pauvres, les Etats-Unis considérèrent qu'une telle proposition n'avait de sens que si la mesure des budgets militaires était rendue techniquement et politiquement possible. Pour ce faire, ils proposèrent de charger le Secrétaire Général des Nations Unies, avec l'aide d'experts qualifiés, de fournir une définition détaillée et harmonisée des budgets militaires, d'analyser les méthodes de comparaisons intertemporelles et internationales et de déterminer des procédures de vérification des informations fournies par les Etats. Cette proposition ayant été retenue par l'Assemblée Générale des Nations Unies, malgré l'hostilité de l'Union soviétique, qui s'opposait à toute divulgation d'informations détaillées au nom du secret nécessaire à sa défense, le premier groupe d'experts eut pour objectifs :

- 1) de définir et de mesurer l'ampleur des dépenses militaires,
- 2) de classer les dépenses effectuées,
- 3) de définir les relations entre les ressources et la production militaires,
- 4) de réaliser des comparaisons dans le temps et dans l'espace,
- 5) de réfléchir à l'application des taux de change pour la comparaison internationale de la production militaire.

Pendant 11 ans, cinq groupes d'experts successifs ont essayé d'améliorer la connaissance des dépenses militaires dans le monde et leur travail technique a été considérable. Ils ont toujours affirmé que seule la mise en place d'un instrument de publication normalisée des budgets militaires accepté par l'ensemble des Etats pouvait favoriser les accords de réduction de l'effort militaire.

La comparaison des dépenses militaires se heurte deux difficultés fondamentales :

- Les définitions des dépenses militaires varient d'un pays à l'autre.

- Les comparaisons intertemporelles et internationales suppose la résolution de nombreuses difficultés techniques et politiques, dont les solutions ne sont pas évidentes.

Il existe une forte inégalité dans la qualité et la quantité d'informations publiées par les Etats. Les pays développés occidentaux, du fait des procédures parlementaires, sont amenés à fournir des statistiques et des chiffres budgétaires au pouvoir législatif. Les pays socialistes, par contre, verrouillent toute information sur les dépenses militaires. Les pays en voie de développement ne sont pas toujours bien équipés pour fournir des informations satisfaisantes, d'autant qu'il ne s'agit pas pour eux d'un service ayant une quelconque priorité et qu'ils semblent avoir retenu la leçon des pays à économie planifiée : "moins il y a d'information et mieux c'est". Il en résulte que lorsque les informations sont disponibles, il faut les analyser avec beaucoup de prudence, car elles cherchent souvent à désinformer.

Compte tenu de cette situation, il est clair qu'une procédure de désarmement par la réduction des dépenses militaires impliquerait la mise en place concertée d'une matrice des dépenses militaires homogène, la fourniture d'informations relativement détaillées et vérifiables dans le cadre des comparaisons intertemporelles et internationales et certainement le calcul de concepts complémentaires de budgets militaires, de façon à avoir une idée plus claire des dépenses de sécurité des Etats.

Il convient donc de connaître les méthodes de comptabilisation des dépenses militaires, de déterminer les méthodes utilisables pour les comparaisons internationales et intertemporelles et enfin, de s'interroger sur les améliorations éventuelles à apporter aux mécanismes actuels.

#### DEFINITION HOMOGENE DES BUDGETS MILITAIRES

Le champ d'application des budgets militaires dépend à la fois du système économique et de l'organisation des finances publiques des différents Etats. La diversité des législations, la nature, la qualité et la quantité de renseignements rendus publics, le secret militaire, les modes différents de fixation des prix, les conceptualisations spécifiquement nationales conduisent à rendre quasiment impossibles les comparaisons internationales. Les principales sources d'information sur les budgets militaires sont souvent contestées, d'autant qu'elles divergent les unes par rapport aux autres. C'est pourquoi l'Organisation des Nations Unies a déployé tant d'activité pour mettre en place une matrice normalisée des budgets militaires.

L'USACDA fournit ses informations uniquement en dollars U.S. En outre, elle utilise les informations de l'OTAN et du FMI comme bases fondamentales de ses estimations. Dans ce contexte, si les dépenses de défense civile sont exclues des estimations, les dépenses militaires des industries autres que le Ministère de la Défense sont comptabilisées, au même titre, pour les pays donateurs, que l'assistance militaire. D'autre part, les achats de matériels militaires faisant l'objet d'un paiement différé, sont calculées au moment du contrat et non au moment du paiement effectif. Pour les pays non communistes, les informations publiées sont généralement fondées sur les dépenses du Ministère de la Défense. Cependant, l'USACDA reconnaît que les données produites ne sont pas toujours très précises, notamment pour les pays qui ne mentionnent dans leurs efforts de défense, que les dépenses fonctionnelles, en omettant sciemment (ou non) les dépenses de capital (Algérie, Cuba, Equateur, Egypte, Irak, Iran, Libye et Syrie, notamment). Dans certains cas, les dépenses militaires sont alors obtenues en additionnant les importations d'armes aux chiffres publiés par le Ministère de la Défense. Pour de nombreux pays en voie de développement, les dépenses de sécurité n'apparaissent pas dans leur intégralité dans les comptes ou les budgets nationaux. Selon Nicole BALL, "pour de nombreux pays en voie de développement, même les données les plus précises disponibles doivent sérieusement sous-estimer les dépenses de sécurité des gouvernements" (Ball, 1983, page 15). L'USACDA a récemment entrepris de nouvelles estimations des dépenses militaires des pays en voie de développement qui paraissent notoirement sous-évaluées. Pour ce faire, elle a fourni une évaluation nouvelle de la valeur des armes importées. Cette étude est intéressante, mais il faut remarquer qu'elle fournit des informations relativement douteuses, du fait de la difficulté de connaître ou d'estimer la valeur réelle des ventes d'armes, compte tenu des contrats liés, des modalités de paiement ou des accords de production d'une partie des composants des produits vendus.

Pour les pays à économie planifiée, la rareté et l'ambiguïté des informations rendent très difficiles les estimations. Les informations fournies par l'USACDA sont dérivées des travaux de la CIA (Central Intelligence Agency) basées sur une analyse de ce que coûterait aux Etats-Unis de financer l'effort militaire soviétique. La CIA cherche à identifier les programmes militaires soviétiques, à estimer leur importance et à fixer un prix fictif, libellé en dollars, de chaque article significatif. Conceptuellement, la méthode est très simple. Si Q exprime les quantités physiques des différentes armes et P les prix de ces armes aux Etats-Unis, les achats d'armement correspondront alors à la somme des produits des quantités et des prix de chaque arme. Ce calcul est normalement décomposé en cinq composantes : achats, paie des personnels et maintenance, opérations et maintenance, constructions militaires et enfin recherche-développement et espace. Ainsi, le coût de la main d'œuvre militaire

est calculé en multipliant le nombre d'hommes sous les drapeaux en URSS par le coût moyen correspondant d'un militaire américain. Les quantités sont établies en fonction de sources de publication soviétiques, des satellites et des renseignements. L'USACDA considère que cette estimation est la meilleure compte tenu des informations primaires disponibles. En fait, plusieurs critiques peuvent être faites, mais deux d'entre elles nous paraissent particulièrement importantes :

- 1) Les quantités et les prix ne sont pas indépendants les uns des autres. En d'autres termes, les choix budgétaires de l'Union Soviétique auraient certainement été différents si la structure des prix proposés entre le personnel et le matériel, par exemple, avait été effectivement celle qui existe aux Etats-Unis. Il est probable que l'Armée rouge serait plus "capital intensive", puisque les Etats-Unis disposent d'un avantage économique important dans ce domaine, par rapport à l'Union Soviétique.
- 2) "L'américanisation" des matériels soviétiques est très délicate, car il est difficile de comparer deux fusées qui, même si elles ont la même valeur stratégique, ont été développées selon des normes technologiques, productives et même philosophiques fondamentalement différentes. L'espérance-vie du matériel, sa sécurité d'emploi, sa maintenance, ses possibilités techniques d'utilisation notamment sont difficiles à mettre en évidence et à comparer. La supériorité technologique des Etats-Unis est certainement sous-évaluée.

"En fait, il n'y a pas d'estimations alternatives qui puisse inspirer une confiance équivalente et capable de déceler les petits changements dans le temps, comme la récente diminution des dépenses militaires soviétiques récente que les estimations de la CIA a indiqué" (USACDA, 1985, p. 140). Les évaluations de la CIA ont été révisées en baisse cette année pour la dernière décennie, par fait d'une amélioration dans la connaissance des coûts de personnel et de fonctionnement. Pour les autres pays du Pacte de Varsovie, les estimations des dépenses militaires sont reprises d'estimations faites pour le Joint Economic Committee of Congress (ALTON, 1981, 1985). Les dépenses militaires représentent les dépenses budgétaires de défense publiées officiellement par les Gouvernements. Les estimations en dollars sont dérivés, pour le personnel, du calcul des taux moyens de paiements des soldats et officiers des différents rangs des Etats-Unis appliqué aux chiffres soviétiques correspondants. Pour les autres dépenses, les unités nationales sont converties en dollars par le taux de conversion des parités des pouvoirs d'achats du Projet de Comparaisons Internationales des Nations Unies. Pour la Chine, les estimations dépendent des estimations en yuans, par le gouvernement américain, des dépenses militaires chinoises, puis de convertir cette somme en dollars en utilisant le même taux de conversion (fourni par la Banque Mondiale) que celui qui est généralement utilisé pour le Produit Intérieur Brut. Les dépenses militaires fournies par l'USACDA sont toutes exprimées en dollars. Ce qui est difficilement compréhensible, compte tenu du fait que de nouvelles erreurs s'immiscent entre l'estimation de base généralement exprimée en monnaie nationale et sa conversion en dollars. Ceci rend d'ailleurs les estimations de l'USACDA d'une utilisation quasiment impossible pour les études économétriques. Cette conversion se déroule en trois étapes :

- 1) Les données exprimées en monnaies nationales et aux prix courants sont "déflatés" ou présentés prix constants, en utilisant le "déflateur implicite" du Produit National Brut, car il n'existe généralement pas d'indices de prix militaires appropriés.
- 2) Ces résultats sont alors convertis par les taux de change entre les monnaies nationales et le dollar des Etats-Unis pour l'année de base de façon à disposer d'une mesure en dollars constants. Le taux de change utilisé est le taux du marché moyen annuel (cf dans l'International Financial Statistics du Fonds Monétaire International).
- 3) Les données en dollars constants sont alors exprimés en dollars courants, en utilisant le déflateur implicite du Produit National Brut des Etats-Unis, tel qu'il est fourni par la Banque Mondiale. Ainsi, la conversion des dépenses militaires en monnaies nationales courantes en monnaies nationales constantes exige l'utilisation de deux indices des prix et d'un taux de change.

Cette méthode a l'avantage de tenir compte des différences de comportement des prix, tout en évitant les effets de distorsion qui peuvent résulter d'une modification des taux de change pendant la décennie. Mais, elle ne tient pas compte des modifications de structure des prix à l'intérieur même de chaque pays, le taux de change ne reflète pas vraiment la parité des pouvoirs d'achat, les estimations varient à chaque édition du simple fait de la méthode de conversion utilisée. Il existe bien sûr, comme indiqué ci-dessus, de nombreuses exceptions à l'utilisation de cette méthode, notamment pour les pays de l'Est. Ainsi, les dépenses militaires soviétiques sont converties en dollars par le calcul de parités de pouvoir d'achat militaires fondées sur les pondérations propres de l'URSS. Dans tous les cas, la relation entre les dollars courants et les dollars constants est fondée sur le déflateur du Produit National Brut des Etats-Unis.

Les estimations faites par le SIPRI sont généralement basées sur les informations fournies par le Fonds Monétaire International, sauf pour les pays socialistes européens. La définition du FMI est proche de celle retenue par l'OTAN et les informations proviennent directement des gouvernements. Le FMI n'a pas réellement les moyens de vérifier des chiffres fournis par les Etats, qui peuvent manipuler leur budget sans contrôle. Pourtant, les informations du FMI sont les plus satisfaisantes. La méthode d'estimation des dépenses militaires des pays socialistes utilisée par le SIPRI n'est pas clairement définie, même si elle semble s'apparenter assez généralement à la méthode de parités de pouvoir d'achat, à partir des informations fournies par le

gouvernement de l'URSS. Les statistiques du SIPRI ne sont pas détaillées, elles expriment seulement l'agrégat dépenses militaires. D'autre part, par rapport à l'ACDA, les taux de conversion utilisés sont différents, de même que l'année de base retenue, ce qui rend les comparaisons quasiment impossibles, malgré l'effort des deux organismes pour fournir une définition la plus claire possible de leur concept de dépenses militaires.

Le Fonds Monétaire International a sa propre définition des dépenses militaires, proche toutefois de celle de l'OTAN. Cependant, la manière dont un pays structure son budget ne le concerne pas. Malgré ce manque de conceptualisation et malgré l'inconsistance interne des chiffres publiés (changement de définitions dans le temps), le FMI fournit certainement la source d'informations disponibles la plus satisfaisante et ses données sont souvent reprises par l'USACDA et le SIPRI. N'ayant pas une idée claire du contenu des dépenses militaires dont les chiffres sont fournis par le FMI, les autres sources internationales en sont réduits à des hypothèses d'autant plus difficilement vérifiables qu'elles ne sont pas publiées.

En outre, certains efforts financiers de défense n'ont pas toujours une interprétation militaire claire ; ainsi en est-il des forces paramilitaires, de la défense civile, du stockage des produits stratégiques ou de l'aide militaire, par exemple. Il est donc nécessaire de retenir une définition internationale des dépenses militaires. Les principales sources d'information (SIPRI, USACDA, OTAN, IISS) n'utilisent pas le même concept.

Il est enfin important d'avoir des informations détaillées, pour vérifier au moins de contenu des chiffres globaux fournis. Or, aucune source internationale citée ci-dessus n'a vraiment essayé d'entreprendre cette tâche pourtant nécessaire. Le FMI pense que ce n'est pas nécessaire pour son propos et que de toute manière, les Etats refuseraient de collaborer à la mise en place d'informations plus précises, notamment dans le domaine militaire. Selon Nicole Ball, moins les importations d'armements des pays sont importantes et plus les estimations du FMI sont précises. Il conviendrait donc de faire une étude serrée des balances des paiements pour améliorer la précision des chiffres. Cependant, cette étude n'est vraiment pas évidente.

L'Organisation des Nations Unies a proposé la publication détaillée des dépenses militaires, selon les types de forces et les formes de dépenses (fonctionnement, achats et construction, recherche et développement). Cette matrice constitue une base intéressante pour comparer les dépenses militaires (Nations Unies, 1981, 1982, 1985, FONTANEL 1982).

Le groupe d'experts des Nations Unies a créé une matrice des dépenses militaires, qui fait l'objet d'une publication annuelle des Etats qui veulent bien fournir des informations comparables. Tout effort de comparaison internationale implique d'abord la mise en place d'une définition négociée des dépenses militaires. Or, les champs d'application du civil et du militaire se superposent fréquemment, selon les périodes ou la nature de l'activité considérée. Ainsi, en temps de guerre, le secteur militaire investit l'ensemble de la société. L'arme économique ou le coût des embargos ne sont jamais comptabilisés dans le secteur militaire. En outre les forces paramilitaires, la défense civile, le stockage des produits stratégiques, la défense civile, l'existence d'usines d'armement mises en cocon ou l'aide militaro-politique posent des problèmes particuliers au comptable et en tout cas à toute velléité de négociation sur une réduction concertée des dépenses militaires. En supposant, par exemple, que la réduction des dépenses militaires n'intègrent pas les forces paramilitaires, il est probable que ces dernières tendraient à voir leur importance s'accroître dans des proportions considérables. La frontière entre le domaine civil et le domaine militaire est très arbitraire et le développement des guerres populaires ou de la guérilla rend encore plus difficile le calcul des dépenses militaires.

Le Groupe des Nations Unies, après la réalisation de tests appropriés, a retenu la matrice des dépenses militaires du Tableau n° 8 (pour plus de détails, se reporter à l'Annexe n° 1, avec les deux parties du tableau).

Plusieurs observations peuvent être faites :

- a) La matrice retenue par le groupe d'experts fait apparaître les forces paramilitaires et l'aide militaire dans le contenu même des dépenses militaires. Les dépenses de défense civile sont demandées, mais dans une colonne spéciale ; par contre, le stockage des produits stratégiques et les usines d'armement gardées en réserve sont exclues de la matrice.
- b) Aucun pays n'a soulevé d'objection grave quant à l'opportunité et la qualité intrinsèques de l'instrument de mise en évidence comparative des dépenses militaires. La France a indiqué que l'instrument de publication se présentait sous une forme trop détaillée, ce qui l'a obligé à présenter, au moins dans un premier temps, un tableau à double entrée correspondant aux catégories budgétaires en usage dans le pays. La Norvège et les Etats-Unis ont noté des difficultés réelles à trouver des "passerelles" entre les chiffres budgétaires nationaux et la matrice des Nations Unies. C'est ainsi que les Etats-Unis n'ont pas fourni d'informations sur leurs forces stratégiques.
- c) Jusqu'en 1985, aucun pays à économie planifiée n'a rempli la matrice. Pourtant, sous une forme encore extrêmement abrégée, la Roumanie a répondu au dernier questionnaire. Les comportements des pays socialistes à l'égard de cette comptabilisation harmonisée des dépenses militaires ne sont pas homogènes, puisque si les roumains ont largement participé à la création de la matrice des dépenses militaires, l'Union soviétique a toujours été très réticente à l'égard de cette initiative qu'elle juge inopportune. Cette attitude est d'ailleurs assez contradictoire avec ses propositions de réduction des dépenses militaires.
- d) Il est difficile d'obtenir des informations relatives aux dépenses militaires dans les domaines essentiels de l'évaluation du potentiel militaire, à savoir les forces stratégiques, les achats et construction et la recherche-développement.
- e) A côté de la matrice figurent plusieurs informations complémentaires dont l'intérêt est considérable, notamment :
  - Le salaire moyen que les conscrits auraient reçu dans le secteur civil au cours de l'année envisagée s'ils n'avaient pas été appelés sous les drapeaux,
  - Le nombre d'années de service militaire effectuées par les conscrits au cours de l'année examinée.
  - L'aide militaire reçue de l'étranger libellée dans l'unité monétaire utilisées pour le tableau.

- Les ventes par le secteur militaire de terrains, biens immobiliers, matériels, services, divers.
- L'épuisement des stocks de matériels militaires et de munitions.
- La disponibilité d'informations nationales portant sur l'indice des prix du secteur militaire, les exportations de matériels militaires (par pays et par région), les importations de matériels militaires (par pays et par région).

L'Office des statistiques des Nations Unies est chargé du recueil et de la diffusion des informations fournies par les Etats. Il faut bien dire qu'à l'heure actuelle, les résultats ne sont pas complètement probants, puisque moins d'une trentaine de pays ont effectivement fourni des informations, même limitées. Pour 1982-1983, 23 pays seulement avaient répondu, dont une vingtaine étaient des économies de marché dans des régions développées, un pays d'Asie pauvre (Thaïlande), un pays d'Afrique (Togo) et un pays d'Amérique Latine (Colombie). Notons que d'autres pays ont participé à cet exercice de manière moins continue, comme le Mexique ou la Roumanie. Cinq observations doivent être faites :

1) La qualité de la matrice ne pourra réellement être testée comme instrument de recueil des informations nationales des dépenses militaires que dans l'hypothèse où plusieurs pays à systèmes de formation de prix différents répondront simultanément. Il est difficile, à l'heure actuelle, de savoir si l'Union soviétique serait capable de "noircir" la matrice, autrement dit si les catégories retenues par la comptabilité publique soviétique pourraient s'adapter aux exigences de l'homogénéisation internationale des dépenses militaires telle qu'elle a été entreprise par les experts des Nations Unies. Adapté aux économies de marché développées, l'instrument de mesure doit encore faire la preuve de son utilité pour les économies planifiées, malgré l'exemple encore peu significatif de la Roumanie.

2) Ensuite, si les pays du Pacte de Varsovie et principalement l'Union Soviétique refusent de fournir leurs informations, il est compréhensible que de nombreux Etats ne se mobilisent pas pour apporter leur soutien à l'entreprise. Au moment où la Roumanie s'est décidée à fournir des informations, les Etats-Unis, convaincus que l'Union Soviétique n'acceptera jamais de participer à cet exercice, a cessé de remplir la matrice, au moins pour l'année 1985. D'autres gouvernements ayant exprimés un jugement similaire, il semble bien qu'un nombre de plus en plus réduit d'Etats donnent quelques informations statistiques sur leurs budgets militaires. Sur toute la période 1980-1985, il n'y a pas eu plus de douze pays qui ont constamment fourni des informations.

3) Le caractère plus ou moins détaillé de la matrice peut faire l'objet de débats. Cette critique importante a été faite par de nombreux pays en voie de développement qui considéraient que le recueil de 500 types d'informations différentes (même si certaines forces n'existaient pas chez eux et ne nécessitaient donc aucune recherche particulière) était excessif. Pourtant des pays comme le Mexique et l'Indonésie ont fourni souvent des informations satisfaisantes. Il faut dire que les experts des Nations Unies ont raisonné dans le cadre d'une négociation internationale sur la réduction des dépenses militaires et ce qui est possible dans un climat de confiance internationale paraît trop ambitieux dans la situation actuelle des relations interétatiques. Conscient de ce problème, le Groupe d'experts des Nations Unies avait toutefois indiqué aux Etats de fournir les informations statistiques au degré d'agrégation qu'ils trouvaient eux-mêmes appropriés. La disponibilité d'informations détaillées est pourtant essentielle dans le cadre de négociations internationales. Notons par exemple que, du fait notamment des accords internationaux comme le Traité de Non Prolifération ou l'interdiction de fabrication d'armes chimiques ou biologiques, les poids supportés par les Etats par ces interdictions sont très différents. Ainsi, il a pu être démontré que d'un point de vue strictement militaire-stratégique, le nucléaire constituait une arme de meilleur choix, si l'on veut bien ne pas tenir compte des menaces qu'il suppose. Le Royaume-Uni, dont la force nucléaire constitue l'une des composantes essentielle de sa défense, ne dépense que 4% de ses dépenses totales à cette fin, compte tenu de sa forte dépendance à l'égard des Etats-Unis dans ce domaine particulier. La France et les Etats-Unis ne dépassent certainement pas 20 à 25% de leurs dépenses à leurs forces stratégiques et tactiques, alors qu'ils en font le fondement de leurs stratégies de défense. De ce fait, il semble inéluctable qu'une comparaison des dépenses militaires dans le but d'une réduction négociée équilibrée éventuelle impliquerait une étude détaillée des dépenses militaires afin de fixer pour chacune d'entre elles, le taux de réduction adéquat. Un chiffre global de réduction des dépenses militaires est certainement dangereux, surtout si les Etats ont le choix de leurs réductions. Dans ce cas, on ne modifierait certainement pas les dangers de conflits puisque l'on ne modifierait que la répartition relative des forces en

présence. Ainsi, une réduction des dépenses militaires de 10 % ne toucherait certainement pas les forces nucléaires ou la recherche-développement, mais elle pourrait s'appliquer à une réduction des coûts de maintenance des casernes, à une limitation des soldes, ou tout simplement à une transformation d'une armée complètement de métier, par une armée introduisant aussi la conscription.

4) Le cas de certaines formes de dépense doit trouver des solutions satisfaisantes. Quel doit être le coût retenu pour la conscription ? Doit-on retenir la solde du conscrit plus les frais réels que l'Armée supporte, ou bien faut-il retenir le coût d'opportunité tel qu'il a été demandé dans la deuxième partie du questionnaire ? Une large discussion a eu lieu sur ce point dans le dernier Groupe d'Experts sur la Réduction des Dépenses Militaires. En fait, il conviendrait certainement de faire une étude plus complète, mais quelques résultats décisifs nous paraissent avoir été obtenus. D'abord, l'utilisation du coût d'opportunité est inadéquat, s'il est utilisé tel quel. En effet, le Ministère de la Défense Nationale détermine ces choix en fonction de critères stratégiques et militaires, mais aussi en fonction des coûts. Ainsi, si la conscription venait à être éliminée en France, il est probable qu'on développerait des choix plus "capital intensive". Autrement dit, les quelques 280000 conscrits ne seraient pas remplacés par 280000 soldats de métier. Il y aurait bien entendu l'embauche de personnels militaires et civils nouveaux, mais aussi une modification du rapport entre les dépenses de personnel et les dépenses de capital dans le budget. En fait, c'est l'ensemble de la structure des dépenses militaires qui serait concernée par cette décision. L'idée qui consiste donc à substituer le coût des appelés par le coût d'opportunité est inadéquat, d'autant que ce dernier est difficilement mesurable, surtout en période de sous-emploi, dans laquelle un appelé coûte moins cher à la collectivité qu'un chômeur. Ensuite, dans certaines armées de métier, les soldats ont des contrats de 2 à 4 ans. Dans ces conditions, ils ne sont peut-être pas mieux formés que les appelés qui ont une période de 18 à 30 mois à satisfaire. Enfin, il ne faut pas confondre l'indemnité des conscrits avec leurs coûts réels ; si le soldat de métier doit payer parfois son loyer, sa nourriture et même son uniforme, il en va différemment de l'appelé. C'est ainsi que les armées de conscription ont des coûts de construction, de maintenance et des dépenses courantes souvent supérieures à celles des armées de métier. Le Groupe d'experts des Nations Unies a essayé, assez rapidement d'ailleurs de souligner les avantages et inconvénients de l'appelé par rapport au soldat de métier. D'une façon générale, les appelés et les engagés remplissent des fonctions analogues, mais les conscrits reçoivent probablement une instruction militaire moins poussée que les engagés du fait d'un temps de service plus court (ce qui n'est pas toujours vrai, surtout lorsque la conscription s'étale sur plusieurs périodes). Par contre, par rapport à l'ensemble de la population, le système de la conscription fournit un nombre important d'effectifs militairement plus instruits que le système de l'engagement, tout en développant dans la population, l'esprit de défense nationale. Le Groupe a décidé, parce qu'il n'avait pas les moyens d'étudier plus longtemps ce problème, de considérer qu'un appelé et un engagé avaient exactement les mêmes compétences lorsqu'ils avaient six mois d'ancienneté au moins. En deça, un appelé était considéré comme un apprenti soldat et ne pouvait pas être comparé à un engagé. La question fut alors de savoir si dans la détermination des dépenses militaires on comptabilisait les appelés comme des engagés de même ancienneté ou alors si, ne se préoccupant que du coût pour l'institution militaire de son personnel, on maintenait les dépenses réelles. La question n'a pas vraiment été résolue, même si les dépenses militaires telles qu'elles avaient été fournies par les Etats, ont été modifiées pour tenir compte du coût réel des conscrits et non pas des dépenses totales des indemnités qu'ils ont reçus. Il conviendrait certainement d'entreprendre des études complémentaires, au cas où les Etats seraient décidés à introduire une procédure de réduction des dépenses militaires.

5) Du fait de la difficulté de distinguer clairement ce qui est du domaine militaire et du domaine civil, deux choix sont possibles : soit demander des informations très détaillées permettant une meilleure analyse, soit présenter plusieurs types de définition. Par exemple, en ce qui concerne la recherche-développement, il n'est certainement pas aisé de distinguer le militaire du civil. Il serait alors sans doute intéressant de faire trois catégories de dépenses : les dépenses actuellement spécifiquement civiles, les dépenses actuellement spécifiquement militaires et les dépenses à double usage. Il en résulterait, alors, au niveau global, deux concepts différents selon qu'on utilise seulement la première catégorie ou si l'on utilise aussi la seconde catégorie.

Les informations sur les dépenses militaires fournies en monnaie nationale divergent, comme le montre le Tableau n° 4. Notons, cependant, que les pays cités sont certainement les pays pour lesquels les écarts dans les estimations des dépenses militaires sont les plus faibles.

Tableau n° 4 - Quelques estimations des dépenses militaires en France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis pour 1982 (en millions d'unités monétaires nationales).

Pays	SIPRI	Budget	ONU
France	148021	122855	122855
Royaume-Uni	13849	14472	13040
USA	196390	196390	188207

Les dépenses militaires sont analysées généralement comme les dépenses du Ministère de la Défense, nettes des coûts de sécurité intérieure. La qualité des informations dépend des pays.

Les écarts d'évaluation des dépenses militaires selon les sources internationales varient considérablement. En 1982, les rapports entre les plus fortes et les plus faibles évaluations du SIPRI et de l'USACDA étaient parfois considérables, comme le montre le Tableau n° 5.

Tableau n° 5 - Rapports entre les plus fortes et les plus faibles évaluations des dépenses militaires (en pourcentage)

OTAN	Pacte de Varsovie	Autres
USA : 6,5	URSS : 79,5	Suède : 24
Norvège : 3,2	RDA : 11000	Mexique : 34
France : 23	Roumanie : 346	Brésil : 64
Royaume-Uni : 11	Hongrie : 303	Inde : 4
Italie : 15	Pologne : 322	Chine : 14

Si les définitions divergentes sont parfois la cause de ces écarts, il faut bien dire que la volonté de comparer les dépenses militaires conduit l'analyste à déterminer des taux de conversion des monnaies nationales qui soient les plus proches de la réalité. Or, selon la technique utilisée, les résultats divergent fortement, même avec une définition commune.

Il est nécessaire que l'ONU établisse des règles si l'on veut réellement déterminer les dépenses militaires des pays, notamment celles des grandes puissances, dans le cadre du désarmement pour le développement et, éventuellement, avec la création d'un Fonds Internationale de Désarmement pour le développement. Plusieurs méthodes ont été proposées, notamment l'utilisation des parités de pouvoir d'achat. Dans ce cas, les comparaisons militaires comparées n'expriment pas la force militaire créée par chaque pays, elles expriment plutôt l'effort qui est accompli par chaque Etat au regard de son niveau de développement et de coûts hétérogènes pour mettre en place un système de sécurité « durable ».

## Bibliographie

- Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement, un pari difficile*, Vol. 19. Fondation pour les Etudes de Défense Nationale.
- EUROSTAT (1975), *Comparisons of Real Values of the Aggregates of ESA*, Luxembourg,
- Faini, Annez, Taylor (1980), *Defense spending, Economic Structure and Growth. Evidence among countries and over time*, Report United Nations.
- Fontanel, J.(1980). Le concept de dépenses militaires. *Revue Défense Nationale*
- Fontanel, J. (1981), L'estimation des dépenses militaires soviétiques, *Arès, Défense et Sécurité*.
- Fontanel, J. (1982), Les comparaisons des dépenses militaires, *Arès, Défense et Sécurité*, novembre.
- Fontanel, J. (1982), Military expenditures and economic growth (France, Morocco). Report written for the United Nations New York, 6.
- Fontanel, J. (1984), L'économie des armes, La Découverte, Paris.
- Fontanel, J., Smith, R. (1985) Analyse économique des dépenses militaires. *Stratégique*.
- Fontanel, J., Smith, R. (1985), L'effort économique de Défense, *Arès, Défense et Sécurité*, n° Spécial.
- Fontanel, J, Smith, R (1985). "La comparaison des dépenses militaires de la France et du Royaume-Uni." *Ares, Défense et Sécurité*, n° spécial (1985).
- Ivanov, Y, Ryzhov (1978), A new stage in the activities of the Council for Mutual Economic Assistance in the Field of International comparisons of National Product, *Income and Wealth*, March.
- Kravis I.B.; Heston, A., Summers, R. (1978), *International comparisons of Real Product and Purchasing power*. John Hopkins University Press..
- Kravis, I.B.; Heston, A., Summers, R. (1982), *The international comparisons. Phase Project III, World Product and Income, international comparisons of GDP*. John Hopkins University Press..
- Salazar-Carrillo, J. (1973), Price, Purchasing Power and the Real product comparisons in Latin America, *Income and Wealth*, March.
- SIPRI (1986), World Armaments and Disarmament, SIPRI Yearbook, Taylor and Francis, London.
- Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1985), The Economics of Exporting Arms, *Journal of Peace Research* 2(3).
- United Nations (1976), *Report of the Secretary-General : Reduction of Military Budgets-Measurements and International Reporting of Military Expenditures*, A/31/222.
- United Nations (1980), *Report of the Secretary-General : Reduction of Military Budgets-Measurements and International Reporting of Military Expenditures*, A/35/479.
- United Nations (1982), *Report of the Secretary-General : Reduction of Military Budgets-Measurements and International Reporting of Military Expenditures*, A/S/12-7,
- United Nations (1982), Report for the Group of Experts on the Reduction of Military Budgets, *Working Paper n°3*. 11 March 1982.
- United Nations (1985), *Report of the Secretary-General : Reduction of Military Budgets- Construction of military price indexes and purchasing-power parities for comparison of Military Expenditures*, A/40/421.
- USACDA (1986), World Military Expenditures and Arms Transfers 1973-1983